

EDITORIAL

QUI TUE PAR L'EPEE PERIRA PAR L'EPEE K0034174

ICIR-99-52
 PROS. E-4
 P115/31/A
 4.6.2003



Après les massacres célèbres des hutu de 1965, 1972-1973 et 1988 par les régimes minoritaires tutsi du Burundi, le peuple Hutu est actuellement plus que jamais menacé d'extermination.

La situation est d'autant inquiétante que le fameux plan dit «Plan SIMBANANIYE» est toujours en application au Burundi selon ce plan élaboré en 1968 par Simbananiye Arthémon, Tutsi extrémiste, ex-ministre de l'Intérieur de Micombero et actuel Conseiller du Président Buyoya, les Tutsi devraient massacrer les Hutu (85%) de façon à les réduire à l'égalité numérique avec les Tutsi (14%). Tout en veillant à ne garder que des hutu réductibles au servage absolu. Malgré leur discours mielleux de l'unité et de la paix, force est de constater que tous les régimes tutsi approuvent ce plan d'extermination des hutu. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les massacres, arrestations massives et emprisonnements arbitraires des hutu perpétrés au cours des nuits consécutives du 20 au 24 novembre 1991 dans la capitale burundaise Bujumbura et ses environs ainsi que dans les provinces septentrionales de Kuyanza, Ngozi et Cibitoki et qui se poursuivent. Des massacres semblables à ceux de Sharpeville en Afrique du Sud de 1960. Ces massacres ont été minutieusement préparés par l'armée burundaise composée exclusivement de tutsi, de l'officier supérieur au simple soldat. Dans ces tueries, l'armée tutsi du Burundi était appuyée par des mercenaires somaliens, éthiopiens, ougandais et les inyenzi-inkotanyi (réfugiés rwa-

dais) recrutés par le gouvernement burundais. La milice «Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore» du parti unique UPRONA était aussi engagée dans ces massacres. Le bilan de ces massacres est très lourd même si le gouvernement burundais s'obstine à le minimiser. Jusqu'au 01/12/1991, on dénombrait 3.562 morts et plusieurs milliers de blessés, 5.000 réfugiés au Rwanda, 18.600 réfugiés au Zaïre et 259 maisons incendiées. Les réfugiés burundais qui affluent vers le Rwanda sont le reflet de l'atrocité de ces massacres. L'Ambassadeur du Burundi à Kigali Marc Nteturuye, lui aussi tutsi, en a été témoin lorsqu'il a rendu visite à ses «compatriotes» en commune Kivu en préfecture de Gikongoro. La majorité de ces réfugiés, tous des hutu, portaient des plaies de baïonnettes, des traces de bulles... L'armée burundaise se prépare même à lancer des bombes au napalm dans les buissons et forêts des provinces de Bubanza, Cibitoki et Kayanza. Comme Saddam Hussein en a fait contre les Kurdes. L'Ambassadeur Nteturuye, qui a eu peur de s'approcher de ses «compères» réfugiés (même sous escorte), a confié à un correspondant d'une radio étrangère que les réfugiés burundais au Rwanda s'évaluaient actuellement à 5.000 et qu'ils continuaient à affluer, un signe que le calme est loin d'être rétabli malgré le discours officiel. L'Ambassadeur Nteturuye a par ailleurs reconnu que tous ces réfugiés sont hutu dont la majorité sont des femmes (et des enfants), leurs maris ayant été exterminés.

Rien d'étonnant quand on sait que la principale mission de l'armée burundaise est, depuis son coup d'Etat de 1966, d'anéantir l'opposition politique sans s'encombrer de prisonniers politiques qui terniraient l'image du régime en place. Il est à craindre que la plupart de personnes arrêtées parce que connues pour leur opposition au régime du parti unique (UPRONA) soient éliminées physiquement.

Les autorités burundaises devaient :

- arrêter immédiatement ces massacres, arrestations des populations hutu et tortures;
- ordonner le retour immédiat des militaires dans leurs casernes;
- libérer sans condition tous les prisonniers politiques;
- entamer le dialogue avec l'opposition en vue de la convocation d'une conférence nationale pour étudier ensemble les problèmes du Burundi.

La communauté internationale devrait prendre des sanctions économiques contre le Burundi et primer l'aide militaire à ce régime minoritaire. Le gouvernement de Bujumbura doit comprendre que la volonté du peuple, c'est la volonté de Dieu (Vox populi, vox Dei). Et se rappeler que celui qui tue par l'épée périra par l'épée.

La Rédaction.

COMMUNIQUE

Une réunion présidée par le Chef de l'Etat et Chef Suprême des Forces Armées regroupant les Commandants des Secteurs Opérationnels, les Commandants des Unités, les Commandants des camps militaires, les officiers du cabinet du ministère de la Défense Nationale et des Etats-Major des Forces Armées Rwandaises s'est tenue à Kigali le 4 décembre 1991 dans la salle de conférence de l'Ecole Supérieure Militaire.

La réunion avait pour objet de faire le point après une année de guerre en vue d'envisager des actions à entreprendre.

- La réunion a constaté avec satisfaction que les Forces Armées Rwandaises contrôlent entièrement le territoire national et tiennent bien sur leurs positions aux frontières malgré des actions désespérées que l'ennemi continue à mener avec l'appui de ses sponsors à partir de son sanctuaire habituel.

La réunion remercie le peuple rwandais qui a grandement contribué à la victoire des Forces Armées Rwandaises grâce à son appui matériel et moral.

— La réunion a apprécié tous les efforts consentis par le Gouvernement Rwandais en vue de satisfaire les besoins de la guerre, malgré les difficultés économiques du moment.

— Les officiers participant à la réunion ont exprimé au nom de tous les militaires leur profonde reconnaissance au Chef de l'Etat et Chef Suprême des Forces Armées pour son habileté et efficacité dans la conduite de la guerre.

— La réunion déclare soutenir SANS réserve le processus démocratique basé sur le multipartisme dans lequel notre pays s'est engagé et appelle tous les membres des Forces Armées au respect de leur neutralité politique telle que prescrite par la législation. Cependant, la réunion regrette que certains compatriotes se livrent sciemment ou inconsciemment à des actes qui encouragent l'ennemi. Ainsi, la réunion au nom des Forces Armées Rwandaises condamne :

* Les actions de toute personne qui

recrute ou favorise le recrutement au profit de l'ennemi;

* Une certaine presse qui diffuse des idées démoralisantes et divisionnistes et se livre à l'intoxication et à la propagande au profit de l'ennemi;

* Tout compatriote qui collabore d'une façon ou d'une autre avec l'ennemi;

* Certaines personnes, sous le couvert des partis politiques, qui mènent sciemment ou inconsciemment des actions au profit de l'ennemi;

* Certaines personnes qui cherchent à entraîner les militaires à soutenir des idéologies politiques et ainsi violer leur neutralité;

— La réunion désavoue le comportement indigne de certains militaires isolés qui risquent de porter atteinte à la confiance que la population a toujours témoignée envers ses Forces Armées.

— La réunion recommande :

* Aux services de sécurité de neutraliser tout collaborateur de l'ennemi identifié;

* Aux responsables militaires à tous les échelons d'identifier et de punir d'une façon exemplaire les militaires qui agressent la population;

* Au gouvernement de continuer

activement les actions politico-diplomatiques déjà engagées dans la recherche de solution à la guerre;

* Aux autorités administratives judiciaires et politiques à faire en sorte que la force reste à la loi.

— La réunion encourage la population de maintenir sa confiance envers ses Forces Armées et de continuer à leur assurer son soutien matériel et moral.

— Les officiers participant à la réunion, au nom de tous les membres des Forces Armées Rwandaises, ont renouvelé leurs sentiments de profonde gratitude au Chef de l'Etat et Chef Suprême des Forces Armées pour la compétence et la clairvoyance avec lesquelles il commande les Forces Armées Rwandaises et l'assure de leur soutien dans l'action qu'il mène dans la recherche d'une solution efficace et durable à la guerre ainsi que sa détermination pour réussir le processus démocratique qu'il a initié.

Fait à Kigali, le 4 décembre 1991

Ministère de la Défense

(sé)

Habyarimana a invité chaque Rwandais à dénoncer ceux qui par les journaux ou les paroles malsaines cultivent cet esprit de division.

LE COMITE DE CONCERTATION MDR - PL - PSD COINCE SOUS LA DICTATURE DE L'ALLIANCE FPR - UPR DES INKOTANYI.

K0034175

Pendant que le Peuple rwandais fait tout ce qui est en son pouvoir pour conjurer la guerre qui lui coûte si cher en hommes et en matériel, les partis politiques officiellement reconnus au Rwanda multiplient meetings populaires et déclarations à la presse, laissant entendre qu'ils peuvent, chacun à sa manière, mettre fin à ce conflit. Toutefois, le préalable posé par les médecins malgré eux est bien sûr la prise du pouvoir par les moyens, même malhonnêtes, l'un des objectifs visés et clamés par les Inyenzi-Inkotanyi du FPR. A défaut de pouvoir s'emparer du pouvoir par les armes, ceux qui sè-

ment la mort parmi les citoyens rwandais se sont glissés derrière les partis politiques MDR-PL-PSD pour en faire des mannequins qui abusent de la naïveté de certains citoyens pour provoquer la confusion et le désordre social selon le plan des Inyenzi déjà publié dans le Journal KANGUKA. Leur stratégie est de se refuser à toute solution négociée, la notion de bon sens demeurant pour eux chimérique. C'est ce qui ressort des correspondances que le fameux UPR de MAJYAMBERE Silas (lire en filigrane FPR-Inyenzi) a adressées au soit-disant Comité de Concertation MDR-PL-

PSD en dates du 02/12/1991 et du 09/12/1991 et dont nous publions ci-contre les copies.

ACTES DE TRAHISON

Lorsque la population a adhéré aux partis politiques MDR, PL, et PSD, personne ne pouvait supçonner que les dirigeants allaient s'en servir pour amasser des fortunes et oublier que le pays est confronté à de sérieuses difficultés causées par le même agresseur qui les achète pour ensuite les achever. Ils oublient que les dignes fils et filles de la nation ont accepté de verser leur sang pour sauvegarder

EDITORIAL

HE WHO KILLS BY THE SWORD SHALL DIE BY THE SWORD

[PHOTO with the following caption]

Following the infamous massacres of Hutus in 1965, 1972-1973 and 1988, which were perpetrated by the minority Tutsi regimes in Burundi, the Hutu people are now more than ever threatened with extermination.

The situation is all the more worrisome because the famous "SIMBANANIYE Plan" is still being executed in Burundi. According to this plan conceived in 1968 by Simbananiye Arthémon, a Tutsi extremist, former Minister of the Interior under Micombero and current advisor to President Buyoya, the Tutsis were to massacre the Hutus (85%) so as to put them on a numerical par with the Tutsis (14%), while making certain to spare only Hutus reduced to absolute slavery. Despite their honeyed discourse of unity and peace, it should be noted that all the Tutsi regimes approved this plan to exterminate the Hutus. This constituted the backdrop for the massacres, massive arrests and arbitrary poisonings of Hutus, which were carried out nightly from 20 to 24 November 1991 in the Burundian capital of Bujumbura and its surrounding areas, as well as in the northern provinces of Kayanza, Ngozi and Cibitoki, and which continue still. These massacres are similar to those committed in Sharpeville, South Africa in 1960. They have been meticulously planned by the Burundian army which is composed exclusively of Tutsis, from the highest-ranking officer to the lowest-ranking private. The Burundian army was backed in these killings by Somalian, Ethiopian, Ugandan and *Inyenzi-Inkotanyi* (Rwanda refugees) mercenaries recruited by the Burundian government. The militia wing of the single party UPRONA, called "*Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore*" (Rwagasore Revolutionary Youth), was also involved in the massacres. The death toll from these massacres was very high even though the Burundian government persists in trying to minimize it. Up until 01/12/1991 the toll stood at 3,562 deaths and several thousand wounded, 5,000 refugees in Rwanda, 18,600 refugees in Zaire and 259 houses burned. The extent of the atrocities committed during these massacres was reflected by the stream of Burundian refugees flocking into Rwanda. The Burundian Ambassador in Kigali, Marc Nteturuye, also a Tutsi, witnessed this when he visited his "fellow countrymen" in Kivu *commune*, Gikongoro *préfecture*. The majority of these refugees, all Hutus, bore bayonet wounds and traces of bullets... The Burundian army was even preparing to launch napalm bombs in the bushland and forests of the Bubanza, Cibitoki and Kayanza provinces, just as Saddam Hussein did with the Kurds. Ambassador Nteturuye, who was afraid of approaching his "brother" refugees (even with an escort), confided to a foreign radio correspondent that there were currently 5,000 Burundian refugees in Rwanda and that their ranks were continuing to swell - a sign that calm was far from being restored despite the official rhetoric. Moreover, Ambassador Nteturuye acknowledged that all these refugees are Hutus. The majority are women (and children) whose husbands were exterminated.

This is hardly surprising given that since its coup d'état in 1966, the primary mission of the Burundian army has been to annihilate the political opposition without overburdening

K0034177

themselves with political prisoners, as this would tarnish the image of the ruling regime. The fear is that most of the people who were arrested because they were known opponents to the ruling regime of the single party (UPRONA), have been killed.

The Burundian authorities should:

- put an immediate end to the massacres, arrests and torture of the Hutu population;
- order the soldiers to return to their barracks immediately;
- unconditionally free all the political prisoners;
- open a dialogue with the opposition in order to call for a national conference to study all the problems in Burundi.

The international community should immediately apply economic sanctions against Burundi and subsidize military aid to the minority regime. The Bujumbura government must understand that the will of the people is the will of God (*Vox populi, vox Dei*). The government must also remember that he who kills by the sword shall die by the sword.

Editorial Staff